



GOUVERNEMENT DE LA RÉGION
DE BRUXELLES-CAPITALE

CABINET DE LA MINISTRE CÉLINE FREMAULT
LOGEMENT • QUALITÉ DE VIE • ENVIRONNEMENT • ÉNERGIE

LA MINISTRE

**NOTE AUX MEMBRES DU GOUVERNEMENT
DE LA RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE**

Concerne : Avis de la Région bruxelloise sur le projet d'étude prospective concernant la sécurité d'approvisionnement en gaz naturel à l'horizon 2025-2030

1. Antécédents – objet :

L'avis de la Région de Bruxelles-Capitale a été sollicité le 04 avril 2016 par le SPF Economie, P.M.E., Classes moyennes et Energie au sujet du projet d'étude prospective concernant la sécurité d'approvisionnement en gaz naturel à l'horizon 2025-2030, plus communément appelé « étude prospective gaz naturel » ou « EPG2 ». Ce projet d'étude fait suite à « l'étude prospective gaz naturel à l'horizon 2020 ». L'étude prospective gaz naturel a pour objet de proposer des pistes pour réaliser, de la manière la plus avantageuse possible, l'adéquation entre l'offre et la demande de gaz, à moyen et à long termes.

Telle que modifiée en dernier lieu par la loi du 8 mai 2014, la loi du 12 avril 1965 relative au transport de produits gazeux et autres par canalisations prévoit en son article 15/13 qu'« une étude prospective concernant la sécurité d'approvisionnement en gaz naturel est établie par la Direction générale de l'Energie en collaboration avec le Bureau fédéral du Plan et en concertation avec la commission »¹. L'arrêté royal du 20 décembre 2007 relatif à la procédure d'élaboration et de publication de l'étude prospective concernant la sécurité d'approvisionnement en gaz naturel prévoit en son article 4 que les régions doivent être consultées quant au projet d'étude.

La Région de Bruxelles-Capitale accueille favorablement l'important travail réalisé par le SPF Economie pour l'analyse des perspectives d'approvisionnement en gaz naturel à l'horizon 2025-2030.

L'avis de la Région est structuré de la façon suivante :

- Contexte de la Région bruxelloise
- Remarques de fond
- Remarques sur la méthodologie
- Conclusion

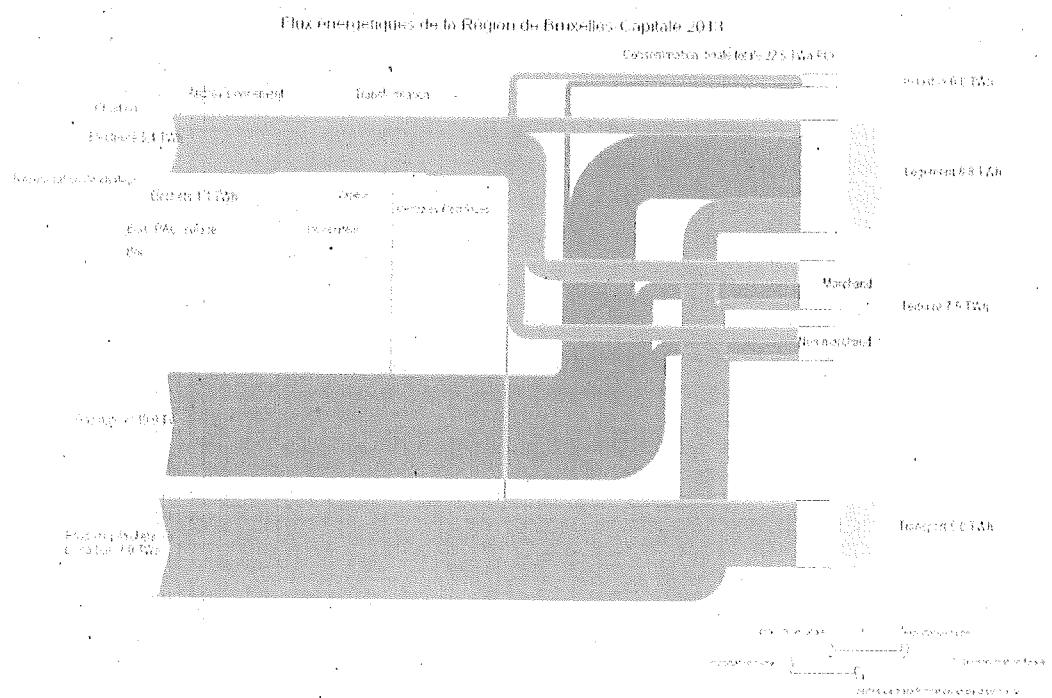
¹ MB du 07.05.1965 et MB du 04.06.2014. Le terme commission fait référence dans cette loi à la Commission de Régulation de l'Électricité et du Gaz (CREG).

2. Contexte de la Région bruxelloise

Au vu des spécificités de la Région de Bruxelles-Capitale, la sécurité d'approvisionnement en gaz est une thématique importante.

L'ordonnance du 01/04/2004 relative à l'organisation du marché du gaz en Région de Bruxelles-Capitale, modifiée en dernier lieu par l'ordonnance du 8/05/2014, met en œuvre, dans le respect des compétences régionales, le cadre nécessaire à l'existence d'un marché libéralisé tout en veillant à l'articulation harmonieuse des enjeux économiques, sociaux et environnementaux liés à la distribution, la fourniture et la consommation de gaz en Région de Bruxelles-Capitale. Associée à l'ordonnance électricité du 19 juillet 2001, elles transposent, en partie, la directive 2009/72 relative au marché de l'électricité, la directive 2009/73 relative au marché du gaz, la directive 2009/28 relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables et la directive 2012/27 relative à l'efficacité énergétique.

La Région de Bruxelles-Capitale importe près de 95% de l'énergie qu'elle consomme, cette énergie provenant dans une très large mesure des sources non renouvelables, principalement gaz, mazout et électricité (voir à ce titre le schéma ci-dessous qui représente la répartition des flux énergétiques bruxellois). Notons que la Région dispose, en raison de sa situation et de sa superficie, d'un potentiel restreint de production d'énergie à partir de sources renouvelables et les solutions technologiques sur lesquelles la Région peut compter sont limitées. En ce qui concerne l'efficacité énergétique, la Région de Bruxelles-Capitale a pris un certain nombre d'engagements qui se confirment dans ses plans d'action (le troisième plan d'action en efficacité énergétique, le projet de plan régional Air-Climat-Energie et le Plan relatif aux bâtiments à consommation d'énergie quasi-nulle).



Source : Bilan énergétique bruxellois, 2013

Enfin, la Région de Bruxelles-Capitale est confrontée à un enjeu important en termes d'approvisionnement en gaz. Le réseau de gaz de la Région de Bruxelles-Capitale est approvisionné à 100% en gaz naturel à faible pouvoir calorifique² (« gaz pauvre », « Gaz L ») venant des Pays-Bas. Or, le gouvernement néerlandais a fait part de son intention de diminuer ses exportations de gaz pauvre vers

² quantité de chaleur libérée par la combustion complète de 1m³de gaz sous une pression atmosphérique standard de 1,01325 bar

amélioration de l'efficacité énergétique d'au moins 27 % ». A ce titre, il est à noter que plusieurs initiatives législatives sont prévues pour 2016³ et pourraient avoir une influence sur l'étude.

- Conversion du gaz L au gaz H :

Le processus de conversion du réseau du gaz L vers le gaz H est décrit dans cette étude et des recommandations utiles sont d'ailleurs formulées à cet égard. Cependant, les principaux enjeux qui y sont liés, en termes de sécurité d'approvisionnement et de protection des consommateurs, mais également en matière de sanitaires et autres ne sont pas abordés. Or, comme cet avis le rappelle en introduction, il s'agit d'un enjeu majeur pour la Région car ce processus concerne l'entièreté du réseau bruxellois, et plus de 500.000 utilisateurs. Nous regrettons donc qu'il ne soit qu'insuffisamment abordé dans cette étude.

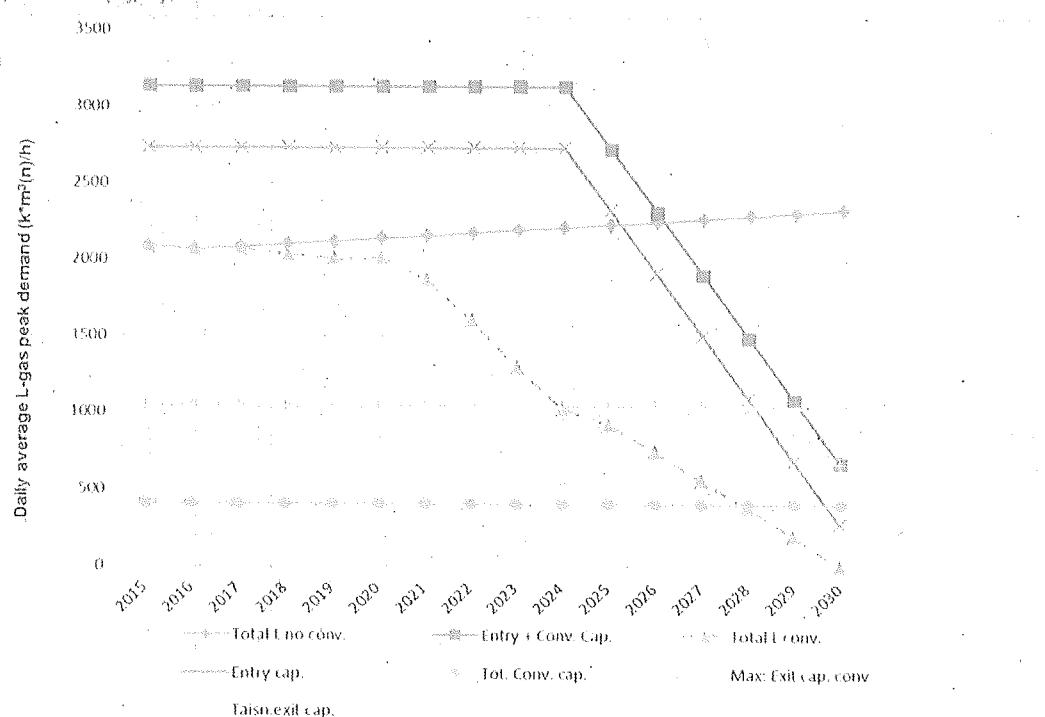
Dans les prévisions de la demande de pointe en gaz L et de la capacité d'entrée, il est expliqué que le premier scénario fait abstraction de la conversion du réseau du gaz L vers le gaz H. Nous nous interrogeons sur la pertinence de ce scénario puisqu'il est irréaliste par essence.

En conséquent, une justification sur l'intérêt de ce scénario serait la bienvenue.

Par ailleurs, le graphique 38 ne semble pas tenir compte, totalement, de la conversion du gaz L au gaz H. Si les courbes en continu correspondent à un scénario sans conversion, pourquoi chutent-elles ?

Graphique 38. Prévisions de la demande de pointe et des capacités d'entrée sur le réseau belge de gaz L entre 2015 et 2030

(en $\text{k}^3\text{m}^3(\text{n})/\text{h}$):



Source : DG Energie – SPF Economie

³ En termes de planification d'initiatives législatives, la Commission devrait proposer en 2016 :

- Un nouveau paquet sur les énergies renouvelables qui comprendra une nouvelle politique pour des filières durables en matière de biomasse et de biocarburants, ainsi qu'un acte législatif visant à faire en sorte que l'objectif fixé pour 2030 soit atteint au moindre coût ;
- Un acte législatif concernant la sécurité de l'approvisionnement électrique ;
- Des propositions législatives sur la nouvelle organisation du marché de l'électricité ;
- La rationalisation des obligations en matière de planification et de rapports ;
- Le réexamen de la législation pertinente relative à l'efficacité énergétique dans le but de soutenir l'objectif fixé pour 2030

la Belgique à partir de 2024 de sorte à réduire celles-ci à néant en 2030. Etant donnée la rareté du gaz pauvre, il y aura lieu de s'approvisionner en gaz riche. Gaz pauvre et gaz riche sont transportés et distribués à des pressions différentes et ne peuvent pas être utilisés ensemble, « mélangés », dans les mêmes conduites. Dès lors, des adaptations préalables à la conversion du Gaz L vers le Gaz H, de grande ampleur, du réseau de gaz et des installations raccordées à ce réseau en vue d'accueillir le gaz riche sont nécessaires.

3. Remarques de fond

- **Eléments de la politique énergétique belge**

Le paquet Climat-Energie 2020, en ce compris la promotion des sources d'énergie renouvelables et de la cogénération, ainsi que l'amélioration de l'efficacité énergétique est abordé dans les éléments de la politique énergétique belge. Nous saluons à cet égard le lien établi entre le développement des énergies renouvelables, sujettes à l'intermittence, et le soutien de ce développement par les centrales à gaz.

Nous notons en particulier que la thématique du biogaz est traitée dans cette nouvelle étude de façon spécifique.

Cependant, lors de la mention du paquet Climat-Energie 2020 (p.22-23), nous suggérons de faire également référence à l'objectif belge de réduction des émissions de gaz à effet de serre dans les secteurs non-ETS définis dans la décision sur le partage de l'effort (décision 2009/406/CE). En effet, la Belgique est soumise à un objectif de -15% en 2020 par rapport à 2005 dans le secteur non-ETS (transport, bâtiments, agriculture, déchets). En outre, l'Union européenne s'est fixé pour objectif de réduire de 20% sa consommation d'énergie primaire en 2020 (directive 2012/27 relative à l'efficacité énergétique), et la Belgique a indiqué vouloir réduire sa consommation d'énergie primaire de 18% à l'horizon 2020.

- **« Energy Union » et « Framework 2030 : Climate and Energy Policy »**

L'étude fait mention de la crise Russie-Ukraine de janvier 2009 et des leçons qu'en tire la Commission en visant une « approche plus coordonnée à l'échelle de l'UE », en vue « d'assurer à tous un approvisionnement énergétique sûr et stable ». Nous suggérons de compléter cette mise en contexte en mentionnant, la publication de l'**« Energy Union Package »** le 25 février 2015, en réponse aux craintes rencontrées et émises en termes de sécurité d'approvisionnement européenne, notamment au plus fort du conflit entre la Russie et l'Ukraine fin 2014. Il s'agit d'une stratégie pour une politique énergétique commune, qui constitue dorénavant l'une de ses dix priorités et dont l'objectif est de réduire considérablement la dépendance de l'Europe à l'égard des combustibles fossiles en éliminant les obstacles à la circulation de l'énergie dans un système énergétique européen pleinement intégré et en accomplissant les objectifs climat-énergie pour 2030. Pour atteindre cet objectif, l'Union de l'énergie tend à rendre l'énergie plus sûre, abordable et durable et se concentre sur cinq volets étroitement liés et qui se renforcent mutuellement :

- La décarbonisation de l'économie ;
- L'efficacité énergétique comme contribution de la modération de la demande ;
- Un marché interne de l'énergie intégré ;
- La sécurité énergétique, la solidarité et la confiance ;
- La recherche, l'innovation et la compétitivité.

Dans ce cadre, nous notons que l'EPG2 a intégré les évolutions du « Framework 2030 : Climate and Energy Policy » par la mention des conclusions du Conseil européen d'octobre 2014. Comme expliqué dans l'étude, « ce document prévoit, pour l'ensemble de l'Union européenne, la réduction de 40 % des émissions de gaz à effet de serre, une part d'au moins 27 % pour les énergies renouvelables et une

Il a été noté que de manière générale, que l'EPG2 est assez dense et, dès lors, difficile à appréhender pour un public non averti. La compacité des parties risquerait de perdre le lecteur et que ce dernier en tire des déductions factices, sans maîtriser les différents aspects de la question d'approvisionnement. Dès lors, l'étude gagnerait en lisibilité s'il lui était ajouté des conclusions synthétiques, par exemple des résumés par chapitre ou des tableaux récapitulatifs.

4. Remarques sur la méthodologie

- **Manque d'explications méthodologiques**

Le projet d'étude manque d'explications méthodologiques, en particulier en ce qui concerne l'analyse quantitative de la sécurité d'approvisionnement de gaz naturel à l'horizon 2025-2030, et les modèles utilisés pour les projections. L'étude du BFP « Le paysage énergétique belge : perspectives et défis à l'horizon 2050 » publiée en octobre 2014 n'apporte pas suffisamment de clarté. Cette étude, bien que pertinente, ne se concentre pas exclusivement sur l'approvisionnement en gaz.

- **Illustration du transit de gaz naturel**

Il serait utile d'illustrer de manière chiffrée (p.21) l'importance du transit de gaz naturel en Belgique en tant que « plaque tournante » des flux gaziers en Europe.,

5. Conclusion

Comme le souligne l'étude, une sécurité énergétique doit s'organiser autour d'un mix énergétique, particulièrement des énergies de source renouvelable. A ce titre, l'étude s'inscrit pleinement dans le cadre des réflexions actuelles au niveau européen, notamment en faisant référence aux objectifs du Paquet Climat-Energie 2030 et leur traduction au niveau national.

Nous estimons que, globalement, les objectifs tels qu'ils sont indiqués dans l'article 15/13 de la loi du 12 avril 1965 relative au transport de produits gazeux et autres par canalisations seront atteints si, toutefois, les remarques et recommandations formulées dans cet avis, en particulier en lien avec la question de la conversion du gaz L vers le gaz H, sont intégrées.

6. Proposition de décision

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale :

- approuve l'avis de la Région bruxelloise sur le projet d'étude prospective concernant la sécurité d'approvisionnement en gaz naturel à l'horizon 2025-2030 ;
- charge la Ministre de l'Energie de l'exécution de la présente décision.

La présente décision est de notification immédiate.



Céline FRÉMAULT

Ministre de la Qualité de vie,
de l'Environnement et de l'Énergie



BRUSSELSE HOOFDSTEDELIJKE REGERING

KABINET VAN MINISTER CÉLINE FREMAUDET
HOOFDSTEDING • LE VETERWAL • PLEIN 1 • 1000 BRUSSEL

DE MINISTER

NOTA AAN DE LEDEN VAN DE BRUSSELSE HOOFDSTEDELIJKE REGERING

Voorwerp: Advies van het Brussels Gewest over het ontwerp van verkennende studie betreffende de voorzieningszekerheid van aardgas tegen 2025-2030

1. Voorgeschiedenis – voorwerp:

Op 4 april 2016 werd door de FOD Economie, KMO, Middenstand en Energie advies ingewonnen bij het Brussels Hoofdstedelijk Gewest over het ontwerp van verkennende studie betreffende de voorzieningszekerheid van aardgas tegen 2025-2030, ook wel bekend als "verkennende aardgasstudie" of "VAS2." Dit ontwerp van studie is het vervolg op de "verkennende aardgasstudie tegen 2020". De verkennende aardgasstudie heeft tot doel om mogelijkheden voor te stellen waarmee het aanbod en de vraag van gas, zowel op lange als op korte termijn, op een zo voordeelig mogelijke manier op elkaar afgestemd kunnen worden.

De wet van 12 april 1965 betreffende het vervoer van gasachtige producten en andere door middel van leidingen, zoals gewijzigd door de wet van 8 mei 2014, voorziet in diens artikel 15/13 het volgende: "Een prospectieve studie betreffende de zekerheid van aardgasbevoorrading wordt opgesteld door de Algemene Directie Energie in samenwerking met het Federaal Planbureau en in overleg met de commissie"¹. Het koninklijk besluit van 2007 betreffende de procedure voor de uitwerking en de publicatie van de prospectieve studie betreffende de zekerheid van de aardgasbevoorrading voorziet in diens artikel 4 dat de gewesten geraadpleegd moeten worden over het ontwerp van studie.

Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest staat gunstig tegenover het belangrijke werk dat door de FOD Economie is geleverd voor de analyse van de vooruitzichten op het vlak van voorziening in aardgas tegen 2025-2030.

Het advies van het Gewest is als volgt gestructureerd:

- Context van het Brussels Gewest
- Fundamentele opmerkingen
- Methodologische opmerkingen
- Conclusie

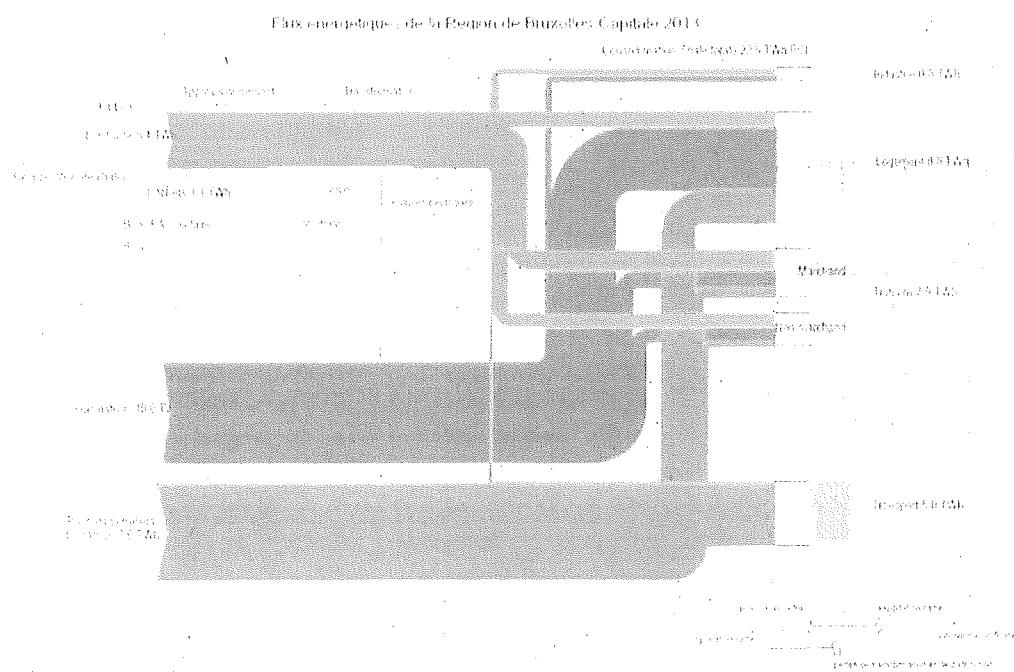
2. Context van het Brussels Gewest

Gezien de specifieke eigenschappen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest is de voorzieningszekerheid in aardgas een belangrijk thema.

¹ BS van 07.05.1965 en BS van 04.06.2014. De term commissie verwijst in deze wet naar de Commissie voor de Regulering van de Elektriciteit en het Gas (CREG).

De ordonnantie van 1/04/2004 betreffende de organisatie van de gasmarkt in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, laatst gewijzigd door de ordonnantie van 8/05/2014, voert met inachtneming van de gewestelijke bevoegdheden het kader uit dat noodzakelijk is voor het bestaan van een geliberaliseerde markt, waarbij erop wordt toegezien dat de economische, sociale en ecologische uitdagingen in verband met de distributie, de levering en het verbruik van gas in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest op een harmonieuze manier tot uitdrukking worden gebracht. Verbonden aan de elektriciteitsordonnantie van 19 juli 2001 zetten deze ordonnanties gedeeltelijk richtlijn 2009/72 betreffende de elektriciteitsmarkt, richtlijn 2009/73 betreffende de gasmarkt, richtlijn 2009/28 ter bevordering van het gebruik van energie uit hernieuwbare bronnen en richtlijn 2012/27 betreffende de energetische doeltreffendheid om.

Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest importeert zo'n 95% van de energie die ze verbruikt. Deze energie is in erg grote mate afkomstig van niet-hernieuwbare energiebronnen, voornamelijk gas, stookolie, elektriciteit (zie wat dit betreft het schema hieronder dat de verdeling van de Brusselse energiestromen voorstelt). Merk op dat het Gewest wegens zijn ligging en oppervlakte een beperkt potentieel heeft voor de productie van energie uit hernieuwbare bronnen en dat de technologische oplossingen waarop het Gewest zich kan beroepen beperkt zijn. Wat de energetische doeltreffendheid betreft heeft het Brussels Hoofdstedelijk Gewest een bepaald aantal engagementen genomen die bevestigd worden in diens actieplannen (het derde actieplan voor energiedoeltreffendheid, het gewestelijk ontwerpplan Lucht-Klimaat-Energie en het Plan betreffende de bijna-energieneutrale gebouwen).



Bron: Brusselse energiebalans, 2013.

Ten slotte krijgt het Brussels Hoofdstedelijk Gewest te maken met een belangrijke uitdaging op het vlak van voorziening in gas. Het netwerk van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest wordt voor 100% bevoorraad door aardgas met een lage calorische waarde² ("arm gas", "L-gas") afkomstig uit Nederland. De Nederlandse regering heeft echter blijk gegeven van haar voornemen om de export van arm gas naar België vanaf 2024 geleidelijk aan te verminderen en tegen 2030 stop te zetten. Gezien de schaarsheid van arm gas zal de bevoorrading rijk gas verzekerd moeten worden. Arm gas en rijk gas worden getransporteerd en verdeeld aan verschillende drukniveaus en kunnen niet samen in dezelfde leidingen gebruikt of "vermengd" worden. Daarom is het nodig om, voorafgaand aan de grootschalige overschakeling van L-gas naar H-gas, aanpassingen te doen aan het gasnetwerk en de inrichtingen die op dit netwerk zijn aangesloten, zodat het rijk gas zijn intrede kan doen.

² hoeveelheid warmte die door de volledige verbranding van 1m³ gas vrijkomt onder een standaard atmosferische druk van 1,01325 bar

3. Fundamentele opmerkingen

• Elementen uit het Belgische energiebeleid

Het Klimaat- en Energiepakket 2020, met inbegrip van de bevordering van hernieuwbare energiebronnen en warmtekrachtkoppeling alsook de verbetering van de energie-efficiëntie, wordt in de elementen van het Belgische energiebeleid behandeld. Wij begroeten wat dit betreft dat een verband is vastgesteld is tussen de ontwikkeling van hernieuwbare energie, die onderhevig is aan onderbrekingen, en de ondersteuning van deze ontwikkeling via gascentrales.

We merken in het bijzonder op dat het thema van biogas in deze nieuwe studie specifiek behandeld wordt.

We stellen echter voor om bij de vermelding van het Klimaat- en Energiepakket 2020 (p. 22-23) ook te verwijzen naar de Belgische doelstelling om de broeikasgassen te verminderen in de niet-ETS-sectoren zoals die in de beslissing over de lastenverdeling (beslissing 2009/406/EC) gedefinieerd zijn. België is namelijk onderworpen aan een doelstelling van -15% in 2020 tegenover 2005 in de niet-ETS-sector (transport, gebouwen, landbouw, afvalstoffen). Bovendien heeft de Europese Unie zich de doelstelling gesteld om haar primair energieverbruik in 2020 met 20% te verminderen (richtlijn 2012/27 betreffende de energetische doeltreffendheid), en heeft België aangegeven zijn primair energieverbruik tegen 2020 met 18% te willen verminderen.

• "Energy Union" en "Framework 2030: Klimaat- en Energiebeleid"

De studie vermeldt de Russisch-Oekraïense crisis van januari 2009 en de lessen die de Commissie daaruit trekt door een "meer op EU-schaal gecoördineerde aanpak" te beogen, met als doel "het verzekeren van een veilige en stabiele energievoorziening voor iedereen". Wij stellen voor om deze contextualisering aan te vullen door de publicatie op 25 februari 2015 van het "Energy Union Package", als antwoord op de vrees die werd waargenomen en geuit op het vlak van Europese energievoorziening, en dan vooral op het hoogtepunt van het conflict tussen Rusland en Oekraïne eind 2014, te vermelden. Het betreft een strategie voor een gemeenschappelijk energiebeleid, dat voortaan een van diens 10 prioriteiten is en waarvan het doel erin bestaat om de Europese afhankelijkheid op het vlak van fossiele brandstoffen aanzienlijk te verkleinen door hindernissen voor het energieverkeer weg te werken in een volledig geïntegreerd Europees energiesysteem en door de Klimaat- en Energiedoelstellingen voor 2030 aan te vullen. Om deze doelstelling te bereiken wil de Energie-Unie energie veiliger, betaalbaar en duurzaam maken en concentreert ze zich op vijf luiken die nauw met elkaar samenhangen en die zich onderling versterken:

- Het koolstofvrij maken van de economie;
- Energie-efficiëntie die bijdraagt tot de matiging van de vraag;
- Een geïntegreerde interne energiemarkt;
- Energiezekerheid, solidariteit en vertrouwen;
- Onderzoek, innovatie en competitiviteit.

In dit kader merken we op dat de VAS2 de evoluties van het "Framework 2030: Climate and Energy Policy" geïntegreerd heeft door de conclusies van de Europese Raad van oktober 2014 te vermelden. Zoals toegelicht in de studie, "voorzie dit document, voor de hele Europese Unie, een vermindering met 40% van de broeikasgassen, een aandeel van minstens 27% voor hernieuwbare energie en een verbetering van de energie-efficiëntie van minstens 27%". Wat dit betreft dient opgemerkt te worden dat verschillende wetgevende initiatieven voor 2016³ voorzien zijn en een invloed zouden kunnen hebben op de studie.

³ Op het vlak van planning van wetgevende initiatieven zou de Commissie in 2016 het volgende moeten voorstellen:

- Een nieuw pakket over hernieuwbare energie dat een nieuw beleid zal bevatten voor duurzame sectoren op het vlak van biomassa en biobrandstoffen, alsook een wetgevingshandeling die ervoor moet zorgen dat de voor 2030 vastgestelde doelstelling tegen de laagste kost bereikt kunnen worden.
- Een wetgevingshandeling betreffende de voorzieningszekerheid van elektriciteit;
- Wetgevende voorstellen over de nieuwe organisatie van de elektriciteitsmarkt;

- Omschakeling van L-gas naar H-gas:

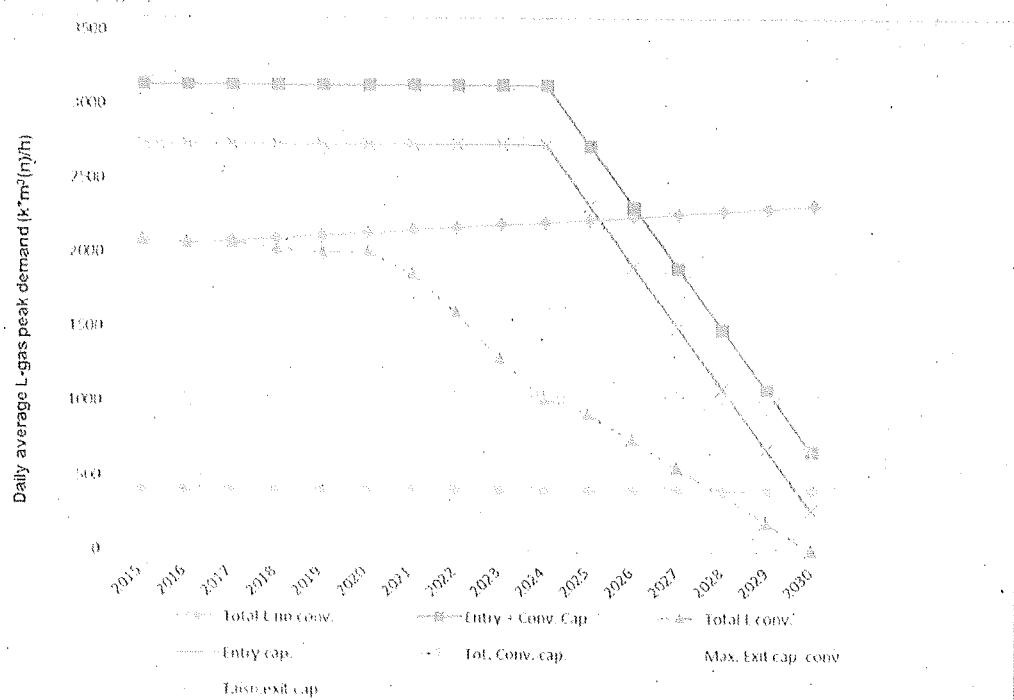
Het omschakelingsproces van het netwerk van L-gas naar H-gas wordt in deze studie beschreven en bovendien worden hierover nuttige aanbevelingen geformuleerd. De belangrijkste uitdagingen die hieraan verbonden zijn, op het vlak van voorzieningszekerheid en consumentenbescherming, maar ook inzake gezondheid en andere worden niettemin niet behandeld. Toch gaat het, en daar wordt in de inleiding van dit advies aan herinnerd, om een cruciale uitdaging voor het Gewest, aangezien dit proces gaat over het volledige Brusselse netwerk en meer dan 500 000 gebruikers. Wij betreuren dus dat dit onvoldoende in deze studie wordt behandeld.

In de voorspellingen van de vraag naar L-gas op piekmomenten en de inputcapaciteit wordt uitgelegd dat het eerste scenario abstractie maakt van de omschakeling van het netwerk van L-gas naar H-gas. Wij stellen ons vragen bij de relevantie van dit scenario, aangezien het in wezen niet realistisch is. Bijgevolg zou een verantwoording over het belang van dit scenario welkom zijn.

Grafiek 38 blijkt overigens niet volledig rekening te houden met de omschakeling van L-gas naar H-gas. Indien de curven overeenkomen met een scenario zonder omschakeling, waarom dalen ze dan zo sterk?

Grafiek 38 Voorspellingen van de vraag tijdens piekmomenten en de inputcapaciteit op het Belgische L-gasnet tussen 2015 en 2030

(in $\text{k}^3 \text{m}^3(\text{n})/\text{h}$).



Bron: DG Energie – FOD Economie

- Compactheid en complexiteit van de studie

Er werd in het algemeen opgemerkt dat de VAS2 vrij compact is en bijgevolg moeilijk voor een niet-geïnformeerd publiek om te begrijpen. Door de compactheid van de delen zou de lezer kunnen afhaken en al te makkelijke conclusies kunnen trekken, zonder de verschillende aspecten van de voorzieningskwestie te beheersen. De studie zou daarom beter leesbaar zijn indien er samenvattende conclusies aan zouden worden toegevoegd, bijvoorbeeld via overzichten per hoofdstuk of samenvattende tabellen.

- De rationalisering van de verplichtingen inzake planning en rapporten;
- Het herbekijken van de relevante wetgeving betreffende de energie-efficiëntie niet als doel de voor 2030 vastgestelde doelstelling te ondersteunen

4. Methodologische opmerkingen

- **Gebrek aan methodologische toelichtingen**

Het ontwerp van studie mist methodologische toelichtingen, in het bijzonder wat betreft de kwantitatieve analyse van de voorzieningszekerheid van aardgas tegen 2025-2030, en de modellen die gebruikt zijn voor de ramingen. De studie van het FPB "Het Belgische energiesysteem in 2050: Waar naartoe?" die in oktober 2014 werd gepubliceerd, verschaft niet voldoende duidelijkheid. Deze studie, hoewel relevant, gaat niet louter in op de voorziening van gas.

- **Illustratie van de aardgasdoorvoer**

Het zou nuttig zijn om aan de hand van cijfers (p. 21) het belang van de doorvoer van aardgas in België als "draaischijf" van de gasstromen in Europa te illustreren.

5. Conclusie

Zoals de studie benadrukt moet energiezekerheid georganiseerd zijn rond een energetische mix, in het bijzonder van energiesoorten uit hernieuwbare bronnen. Wat dit betreft past de studie volledig in het kader van de huidige overwegingen op Europees niveau, met name door te verwijzen naar de doelstellingen van het Klimaat- Energiepakket 2030 en hun omzetting op nationaal niveau.

We schatten dat globaal gezien de doelstellingen zoals ze zijn aangegeven in artikel 15/13 van de wet van 12 april 1965 betreffende het vervoer van gasachtige producten en andere door middel van leidingen bereikt zullen worden, op voorwaarde echter dat de opmerkingen en aanbevelingen die in dit advies zijn geformuleerd, in het bijzonder in verband met de kwestie van de omschakeling van L-gas naar H-gas, geïntegreerd worden.

6. Voorstel van beraadslaging

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering:

- keurt het advies van het Brussels Gewest over het ontwerp van verkennende studie betreffende de voorzieningszekerheid van aardgas tegen 2025-2030 goed;
- belast de minister bevoegd voor Energie met de uitvoering van deze beslissing.

Deze beslissing wordt onmiddellijk ter kennis gebracht.



Celine FREMAULT
Minister bevoegd voor Levenskwaliteit,
Leefmilieu en Energie